

Conseil national du PCF - 11 avril 2014

Je souhaite que le Conseil national se prononce contre la répartition des têtes de listes aux élections européennes annoncée cette semaine et pour qu'il demande la reprise des négociations. Pour trois raisons :

- parce que cette répartition crée les conditions d'une mauvaise campagne et d'un mauvais résultat ;
- parce qu'un geste fort de notre part est nécessaire pour rétablir le respect mutuel entre partenaires du Front de gauche. On nous dira que ce serait ouvrir une crise du Front de gauche ; mais la crise est déjà là ;
- et c'est la raison la plus importante de ma proposition : un changement de stratégie est nécessaire pour rendre possible la poursuite du Front de gauche.

Le facteur déterminant des élections municipales – accentuant les traits observés dans les consultations électorales des dernières années – réside dans l'abstention massive des ouvriers et des employés qui devraient constituer le cœur de l'électorat du Front de gauche. Même si tout, dans cette situation, ne dépend pas de ce que nous disons ni de ce que nous faisons, c'est un fait que les discours le plus souvent affichés par le Front de gauche depuis deux ans contribuent à le rendre incapable de se faire entendre des classes populaires.

Déjà, en 2012, le choix du candidat de ne pas développer, au meeting de la Bastille et ensuite, les propositions du programme *L'humain d'abord* en matière de lutte pour l'emploi, la formation, la recherche, les salaires et contre les marchés financiers avait brisé son ascension dans les sondages à la veille de l'élection présidentielle. Le mauvais résultat des élections législatives et l'échec de l'équipée de Jean-Luc Mélenchon à Hénin-Beaumont avaient confirmé la stérilité de cette stratégie, aggravée par le biais de plus en plus antisocialiste et sectaire imprimé à son discours par le leader du Parti de gauche.

Les municipales le confirment à nouveau, offrant de surcroît la possibilité de juger de l'efficacité des différentes stratégies possibles. L'échec des listes de division conduites par le PG est cuisant ; à Paris dont il avait voulu faire un test politique national (moins de 5 % pour les listes Simonnet) mais aussi ailleurs (8 %

pour une figure aussi forte et bien implantée localement que François Delapierre à Sainte-Geneviève-des-Bois alors que dans la même circonscription le maire communiste de Grigny est réélu au premier tour avec une progression en voix et en pourcentage). Face à une violente tempête politique, Jean-Luc Mélenchon a choisi de quitter le navire du Front de gauche et de chercher à nous entraîner dans un canot de sauvetage qui dérive aujourd'hui vers l'écueil du gauchisme où le NPA s'était fracassé avant lui. Le PCF, qui a au contraire choisi de tenir bon sur une stratégie de rassemblement pour une alternative, subit le contrecoup du naufrage du PS mais recueille aussi des succès très significatifs : je ne résiste pas au plaisir de résumer notre situation par la devise de Paris : *fluctuat nec mergitur* ! Et dans cette situation, nous considérerions l'embarcation en perdition du leader du PG comme une planche de salut ? Curieuse tactique.

De façon générale, Jean-Luc Mélenchon confirme sa capacité à occuper beaucoup mieux que nous l'espace médiatique – qui ne ménage aucun effort pour entretenir sa notoriété – mais la contrepartie réside dans le rejet dont son discours et sa figure sont l'objet ; il fait aujourd'hui figure de repoussoir pour l'écrasante majorité de l'électorat populaire plongé dans le désarroi par la crise, qui devrait pourtant trouver un facteur d'espoir dans notre action à l'appui des luttes pour une alternative aux politiques d'austérité. C'est pourquoi, malgré son art consommé de faire monter les enchères, il n'a pas les moyens de faire exploser le Front de gauche si nous menons, de notre côté, la bataille.

La seule façon de sortir de cette impasse est de regarder en face le choix stratégique qui est offert aux forces qui composent le Front de gauche. Le problème, dans ce domaine, ce n'est pas Jean-Luc Mélenchon dont l'étoile a considérablement pâli mais nous-mêmes. Depuis vingt ans, tout se passe comme si notre stratégie était inspirée par une croyance : nos idées seraient une faiblesse, mais nous pourrions gagner grâce à la force de notre appareil. C'est tout le contraire qui est vrai. Là où nous nous battons sur nos idées, nous gagnons. Ainsi, le texte électoral du Front de gauche pour les élections européennes reste gravement parasité par un verbiage inconsistant sur la « désobéissance à l'Europe » et autres enfantillages. Mais sur les points essentiels – l'euro, ou notre proposition d'un Fonds de développement économique, social et écologique européen financé par la BCE – ce sont nos idées qui en font la substance, comme elles faisaient déjà la substance du programme *L'humain d'abord*. Mais qui ira le dire aux médias dans la campagne européenne ?

En réalité, la force de nos idées – quand nous décidons de lutter pour elles, je le répète – c’est qu’elles correspondent à la réalité. Un exemple évident en est fourni par le débat actuel sur la politique monétaire de la BCE : saisis d’angoisse devant la menace de la déflation, ses dirigeants redécouvrent l’intérêt d’une sélectivité du crédit orienté vers le soutien aux investissements des PME. Le combat porte alors sur le moyen d’y parvenir : ce que nous proposons depuis longtemps, avec un nouveau crédit pour sécuriser l’emploi et la formation, ou bien les remèdes – pires que le mal – qu’ils envisagent, comme la titrisation des crédits aux PME ?

De fait, face à la crise, il n’y a pas d’autre issue que les luttes autour d’objectifs immédiats remettant radicalement en cause, dès aujourd’hui, les bases mêmes du capitalisme financiarisé où nous vivons aujourd’hui.

Ne nous dérobons pas à notre responsabilité envers le Front de gauche et envers les millions de travailleurs et de citoyens aujourd’hui menacés par le désespoir et le découragement. Ils voient les postures politiciennes. Ils ont besoin d’un Parti communiste fier de ses idées, présent dans les combats institutionnels et actif dans toutes les luttes pour changer la société, pour changer l’Europe et pour changer le monde.